

PROCES-VERBAL

de l'Assemblée des délégués (AD) de l'automne 2016

Date: Mercredi, 16 novembre 2016 – 10h00 à 16h00

Lieu: Salle de concert du théâtre municipal, Froburgstrasse 3, Olten

Présents: 97 délégués (selon le registre des délégués), membres du Comité et des commissions, collaborateurs du secrétariat, preneurs de licences, journalistes et invités selon la liste de présence

Direction: Urs Brändli, Président de Bio Suisse

Procès-verbal: Christian Voegeli, Coordination de la Fédération

ORDRE DU JOUR

1 Points statutaires

- 1.1 Accueil, ordre du jour, scrutateurs
- 1.2 Procès-verbal de l'AD du 13 avril 2016
- 1.3 Adoption de la planification annuelle et du budget 2017

2 Elections et autres décisions

- 2.1 Élection de renouvellement intégral de la Commission de gestion (CG)
- 2.2 Élection de l'organe de révision
- 2.3 Recommandation de vote pour l'initiative de l'USP sur la sécurité alimentaire

3 Informations

- 3.1 Élaboration des objectifs à long terme 2025
- 3.2 Rapport sur les affaires politiques
- 3.3 Objectifs pour l'alimentation des ruminants
- 3.4 Exposé de Felix Prinz zu Löwenstein BÖLW
- 3.5 Discussion sur le thème «Marché Bio – entre la vision la «Suisse, Pays Bio» et les réalités du marché»

1 Points statutaires

1.1 Accueil, ordre du jour, scrutateurs

Le Président Urs Brändli ouvre l'Assemblée et salue les délégués, les invités et les journalistes. Milo Stoecklin du Comité adresse des paroles de bienvenue en français aux personnes présentes et Daniel Bärtschi, directeur, transmet les salutations du secrétariat. La liste des personnes excusées peut être consultée au bureau de vote. Sont élus comme scrutateurs: Hans-Georg Kessler (Biofarm) – chef du bureau de vote – Walter Häfliger (Demeter), Milada Quarella (Bio Ticino), Thomas Marty (Bio Ostschweiz), Rachel Kilchsperger (Bärner Bio Bure) et Lionel Zunino (Biovalais). L'ordre du jour est adopté sans modification. Deux motions concernant des points à l'ordre du jour ont été déposées avant l'Assemblée: une motion de Progana sur le point «1.3 Adoption de la planification annuelle et du budget 2017» et une motion de Bioring Appenzellerland sur le point «2.3 Recommandation de vote pour l'initiative de l'USP sur la sécurité alimentaire». Le Comité a pour sa part modifié deux de ses motions, celle du point «2.2 Élection de l'organe de révision» et le point «2.3 Recommandation de vote pour l'initiative sur la sécurité alimentaire». Toutes les motions et la prise de position du Comité sur la motion de Progana concernant le budget ont été mises en ligne sur le site internet. D'autres motions peuvent être déposées au bureau de vote par écrit pendant l'AD. Les 100 délégués et les 38 délégués remplaçants des 32 organisations membres de Bio Suisse ont été convoqués conformément aux statuts. L'AD atteint son quorum décisionnel lorsqu'au moins la moitié des délégués élus sont dans la salle (art. 22 des statuts). Au début de l'Assemblée, 94 délégués ou leurs remplaçants avaient signé le registre de présence et reçu leur carte de vote et leur défraiement. En tout, 97 délégués étaient présents à cette assemblée.

⇒ **L'Assemblée des délégués a atteint son quorum décisionnel.**

1.2 Procès-verbal de l'AD du 13 avril 2016

Le procès-verbal est adopté sans opposition et avec remerciement à son rédacteur Christian Voegeli.

1.3 Adoption de la planification annuelle et du budget 2017

Daniel Bärtschi présente les points principaux de la planification à l'aide de sept transparents. La planification annuelle et le budget 2017 ont été envoyés avec l'envoi préparatoire de l'AD du 5.10.2016.

Monika Rytz du Comité commente le budget 2017. Le Comité budgète pour 2017 des recettes de CHF 15,224 millions. Les dépenses prévues se situent à CHF 15,430 millions et sont supérieures aux recettes de CHF 205'911. Le Comité table pour 2017 sur des contributions des producteurs en hausse d'environ CHF 170'000 et des droits de licences et d'utilisation de la marque supplémentaires d'environ CHF 420'000, ce qui correspond à une augmentation de 4,5 %. Les recettes prévues proviennent à 64 % des droits de licences et d'utilisation de la marque. Les excédents de charge budgétés dans le budget 2017 par rapport au budget 2016 sont principalement liés à la dissolution de réserves prévues en 2016. Monika Rytz en explique les postes les plus importants: il s'agit de l'Antenne romande et du domaine de l'informatique. Elle présente des récapitulatifs des projets planifiés pour les grandes cultures et de l'utilisation de l'argent pour la promotion des ventes dans le secteur laitier ainsi que des graphiques avec la comparaison sur plusieurs années des recettes et des dépenses. Un transfert est constaté dans le domaine des commissions techniques qui figurent sous marketing depuis leur transformation en groupes spécialisés en 2016 (auparavant sous Comité). Le Comité recommande aux délégués d'adopter le budget tel quel avec un excédent de charge de CHF 205'911.

Claude-Alain Gebhard, Progana, a transmis le 10.11.2016 une motion concernant la planification annuelle et le budget dont le titre est «Accompagner le développement du marché biologique de manière durable». La coopérative Progana demande de créer un groupe de travail national pour une durée limitée, qui dispose des ressources nécessaires au niveau financier et du personnel. Il s'agit de créer une plateforme permettant de chercher des solutions pour accompagner durablement le développement du marché bio en Suisse. Des solutions devront être présentées à l'AD de l'automne 2017. Pour cela, Progana demande d'ajouter un montant de CHF 23'000 au budget 2017.

Urs Brändli dit que le Comité recommande de refuser la motion de Prokana. «Nous nous réjouissons que de nouvelles fermes se décident de se reconvertir à l'agriculture biologique.» Les défis qui ont découlent sont connus. Dans certains secteurs, ils existent déjà depuis des années, p. ex. sur le marché du lait. Il n'est pas nécessaire d'avoir un nouveau groupe de travail. Depuis 2015, c'est la Commission du marché nouvellement créée qui est responsable des questions liées au marché. Elle est soutenue par le product management du secrétariat ainsi que par les neuf groupes spécialisés. La coopérative Biofarm a transmis au Groupe spécialisé Grandes cultures un document avec des approches de solutions pour les produits des grandes cultures. Une discussion sur les possibilités de régulation du marché sera également menée au cours du processus «Objectifs à long terme 2025».

Matthieu Glauser de Bio-Vaud soutient la motion de Prokana. Bio Suisse voudrait être neutre sur les marchés. Mais une marque ne peut jamais être neutre sur les marchés. Le marché se développe rapidement et il est maintenant nécessaire d'avoir ce groupe de travail réclamé. Le travail de Bio Suisse est bon mais doit être renforcé.

Ruedi Vögele, Bio Zürich und Schaffhausen, recommande de rejeter la motion de Prokana. Les grandes cultures bio connaissent une forte croissance, surtout en Suisse romande. Les parts indigènes augmentent. Environ 45 % des besoins en céréales fourragères bio sont produits en Suisse. «Nous importons dans les 20'000 tonnes (t) de céréales fourragères», explique le responsables du Groupe spécialisé Grandes cultures. «Nous sommes intéressés à ce que les parts indigènes ne soient pas trop basses pour des raisons de swissness.» L'offre en orge, avoine et tournesol n'est pas excédentaire. Les importations pendant l'année céréalière 2015/2016 se sont élevées à 2'000 t d'orge Bourgeon et à 270 t d'avoine Bourgeon. Les autorisations d'importation ne sont octroyées que s'il y a un manque en Suisse. Nous avons des problèmes dans le secteur des oléagineux. La part indigène du tournesol se situe à seulement 5,3 % (importations d'huiles converties en quantités de graines) et la part de colza à plus de 60 % pour l'année 2015. Les distributeurs ont fortement augmenté les prix afin de trouver de la marchandise suisse et cela sans concertation avec le groupe spécialisé de Bio Suisse. Pour le tournesol, le prix a passé de 128 francs en 2007 à 165 francs en 2015. Le prix du colza, quant à lui, a passé de 120 francs (2006) à 230 francs (2015). L'augmentation massive des prix aux producteurs a toutefois mené à de mauvaises incitations et a déséquilibré le marché. «Voulons-nous interdire l'accès à l'agriculture biologique aux nouvelles fermes afin de pouvoir maintenir des prix élevés pour les fermes bio existantes?», demande Ruedi Vögele à l'assemblée. Et il tire la réponse du concept directeur de Bio Suisse: la vision de la «Suisse, Pays Bio» nécessite l'expansion de l'agriculture biologique.

Maurus Gerber, Bergheimat, a déposé une motion concernant la planification annuelle et le budget ce matin avant l'AD: «Les producteurs pratiquant la vente directe font figure de parents pauvres au sein de Bio Suisse.» Ce sont principalement les intérêts des grands distributeurs qui sont soutenus. Les producteurs qui pratiquent la vente directe se situent à la base en matière de contact direct avec les consommateurs et constituent donc une carte de visite importante et non négligeable pour le Bourgeon. Mais Bio Suisse n'apprécie et n'estime pas suffisamment leur importance. Voilà pourquoi l'Assemblée générale de Bergheimat a déposé la motion demandant que dorénavant Bio Suisse donne gratuitement le matériel promotionnel aux producteurs qui pratiquent la vente directe. Le budget 2017 doit être réajusté en conséquence.

Urs Brändli: «Nous estimons que nous prenons les producteurs faisant de la vente directe très au sérieux et que nous les soutenons déjà beaucoup.» Voilà pourquoi le Comité propose de refuser la motion de Bergheimat. En cas d'adoption de la motion, les dépenses augmenteraient de CHF 200'000 rendant le résultat annuel encore plus négatif.

Martin Köchli de Bioforum soulève que son épouse a motivé pendant 28 ans leurs clients à apporter leurs propres sacs au stand de marché. Le contenu est plus important que le contenant.

Thomas Herwig, Bio-Jura: «Les choses gratuites n'ont pas de valeur. Les producteurs pratiquant la vente directe sont néanmoins des entrepreneurs et doivent tout prendre en compte. Le soutien actuel de réduction des coûts est équitable.»

Melchior Knaus, Bio Ostschweiz, a une question concernant le poste «Assurance-qualité, certification entreprises étrangères». Ce poste est de plus en plus élevé, il souhaiterait que les certifications à l'étranger soient facturées de manière à couvrir les frais.

Monika Rytz explique que la société ICB a été créée il y a trois ans comme filiale de Bio Suisse. La solution de l'externalisation a été choisie pour que Bio Suisse ait accès aux données. Les frais pour l'accréditation de la société ont été sous-estimés. Les frais de base pour les prestations d'ICB sont plus élevés que prévu. S'ajoute à cela un décalage temporel entre la budgétisation et la disponibilité des chiffres réels. Nous comptons en 2017 avec des dépenses égales à celle du bouclage de 2015. Urs Brändli: «En raison de la crédibilité, nous n'importons pas simplement de la marchandise selon l'Ordonnance bio mais exigeons pour les importations les mêmes prescriptions que pour les produits Bourgeon indigènes. De nombreuses exploitations à l'étranger n'obtiennent toutefois que peu de gains supplémentaires et ne parviennent pas à assumer elles-mêmes les frais occasionnés par la certification Bio Suisse.»

Vote sur la planification annuelle et le budget 2017

Motion de la Coopérative Progana de créer un groupe de travail pour le marché bio, frais supplémentaires de CHF 23'000.-

- ? Qui accepte la motion de Progana (instaurer un groupe de travail «Accompagnement durable du marché biologique croissant», augmentation du budget de CHF 23'000.-)? ☞ **{14 voix}**
- ? Oppositions: Qui refuse la motion? ☞ **{68 voix}**
- ? Abstentions? ☞ **{4 voix}**

Motion de Bergheimat de remettre gratuitement le matériel promotionnel aux producteurs pratiquant la vente directe

- ? Qui accepte la motion de Bergheimat (sur le matériel promotionnel)? ☞ **{4 voix}**
- ? Oppositions: Qui refuse la motion? ☞ **{forte majorité}**
- ? Abstentions? ☞ **{3 voix}**

Vote final sur la planification annuelle et le budget 2017

- ? Qui accepte la planification annuelle et le budget 2017 conformément à l'envoi préparatoire du 5.10.2016? ☞ **{forte majorité}**
- ? Opposition: Qui refuse la planification annuelle et le budget? ☞ **{pas d'opposition}**
- ? Abstentions ☞ **{2 voix}**

⇒ **Le budget 2017 – version de l'envoi de l'AD du 5.10.2016 – est adopté avec des recettes de 15,244 millions de francs et des dépenses de 15,430 millions de francs pour un excédent de charges de 205'911 francs.**

2 Elections et autres décisions

2.1 Élection de renouvellement intégral de la Commission de gestion (CG)

Urs Brändli explique que la Commission de gestion (CG) doit être entièrement réélue pour un nouveau mandat de quatre ans. Les trois membres actuels – Laurent Godel, Suzanne Häfliger et Andreas Melchior – se représentent à l'élection.

Susanne Häfliger dit que la CG a été instituée il y a douze ans après plusieurs discussions sur le pour et le contre d'une telle commission. Cela fait douze ans qu'Andreas Melchior et Susanne Häfliger sont à la CG et Laurent Godel, de la Suisse romande, y a été élu en 2009. «Nous avons vécu des périodes plus ou moins turbulentes et avons pu clarifier des situations difficiles et proposer des solutions dans différents domaines selon l'esprit des délégués», explique la présidente. «Le travail est intéressant et varié.»

Il n'y a pas d'autres candidats. L'élection peut donc avoir lieu en bloc à main levée.

Élection des trois membres de la CG

? Qui réélit les trois membres sortants de la CG pour un nouveau mandat de quatre ans?

☞ **{forte majorité}**

? Opposition: Qui refuse cette élection? ☞ **{pas d'opposition}**

? Abstention: ☞ **{pas d'abstention}**

⇒ **Sont élus à l'unanimité pour un nouveau mandat de quatre ans Laurent Godel de Domdidier FR, Susanne Häfliger-Stäubli d'Oberhof AG et Andreas Melchior d'Andeer GR.**

2.2 Élection de l'organe de révision

Monika Rytz explique que l'envoi préparatoire du 5 octobre 2016 comprenait la proposition du Comité de réélire notre société de révision habituelle représentée par M. Gottfried Ruprecht. Une résiliation nous a entre-temps été envoyée par la société Trevision. Monsieur Ruprecht renonce à son mandat pour des raisons personnelles. Il a donc fallu réagir rapidement pour chercher une nouvelle société de révision. Une solution a pu être trouvée avec la société Siegenthaler Revision AG de Köniz. Le propriétaire de la société, Paul Siegenthaler, avait déjà accompagné plusieurs fois Monsieur Ruprecht dans son mandat à notre égard, donc il connaît déjà Bio Suisse à travers plusieurs années de révision. Monsieur Siegenthaler est d'accord de réviser la comptabilité 2016 pendant l'année civile 2017. Il a des diplômes de commissaire aux comptes, d'expert-comptable et d'expert en révision. Des infos sur la société peuvent être trouvées sur www.siegenthaler-treuhand.ch. Les documents ont été ultérieurement publiés sur notre site. Le Comité demande d'élire la société de révision Siegenthaler Revision AG de Köniz BE – représentée par Monsieur Paul Siegenthaler – pour la révision de la comptabilité 2016.

Élection

? Qui élit la société de révision Siegenthaler Revision AG de Köniz comme organe de révision pour la vérification de la comptabilité 2016? ☞ **{forte majorité}**

? Opposition: Qui refuse cette élection? ☞ **{pas d'opposition}**

? Abstention ☞ **{1 abstention}**

⇒ **La société Siegenthaler Revision AG révisera la comptabilité 2016 pendant l'année civile 2017.**

2.3 Recommandation de vote pour l'initiative de l'USP sur la sécurité alimentaire

Urs Brändli rappelle que l'Union Suisse des Paysans (USP) avait déposé l'initiative «pour la sécurité alimentaire» le 24 juin 2014. Deux autres initiatives avec des propositions de modifications fondamentales pour l'agriculture et le secteur agroalimentaire ont été déposées entre-temps en plus de celle de l'USP: l'initiative «pour des aliments équitables» des Verts suisses et l'initiative «pour la souveraineté alimentaire» d'Uniterre. Et au moins trois autres initiatives sont actuellement en cours d'évaluation. Le Comité de Bio Suisse soumet aujourd'hui la recommandation de vote pour l'initiative de l'USP aux délégués. Il propose que Bio Suisse conserve une position neutre et ne donne pas de recommandation de vote à ses membres et aux citoyens. Le Comité soumet en outre une résolution au vote. L'information au sujet de l'initiative se déroulera de la manière suivante: Après une introduction de Martin Bossard, responsable Politique, Markus Ritter, président de l'USP, prendra la parole pour présenter l'initiative. Ce sera ensuite le tour de Markus Schwegler, membre du comité de la Kleinbauernvereinigung, d'expliquer pour quelles raisons les petits paysans voteront contre l'initiative. L'organisation membre Bioring Appenzellerland a déposé la motion de soutenir l'initiative de l'USP et de modifier la procédure de vote en ce sens. Martin Neffe, président du Bioring, présentera la motion. Pour finir, la discussion sera ouverte à l'Assemblée avant de procéder au vote.

Martin Bossard explique le pourquoi et le comment de l'initiative de l'USP et précise la situation actuelle. Le Parlement n'a pas encore décidé quand l'initiative passera devant le peuple. Il est possible que la votation ait déjà lieu le printemps prochain. Le Conseil fédéral recommande de voter «non» et a retiré un

contre-projet formulé à cet effet. Le Conseil national pour sa part a dit «oui». La commission du Conseil des États a décidé le 4.11.2016 de recommander le «non» et a élaboré de manière inattendue un contre-projet. Ce dernier sera présenté à l'ensemble du Conseil des États en décembre. Si le parlement soumet le contre-projet au vote, la date de la votation sera repoussée, peut-être jusqu'en 2018. Si ce n'est pas le cas, l'initiative sera probablement soumise au peuple en mai 2017. Martin Bossard présente le contre-projet de la commission du Conseil des États sur transparent.

Texte du contre-projet de la Commission des États, état au 4.11.2016

Art. 104a (nouveau) Sécurité alimentaire

En vue d'assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, la Confédération crée des conditions:

- a. la préservation des bases de la production agricole, notamment des terres agricoles;
- b. une production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales et utilisant les ressources naturelles de manière efficiente;
- c. une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché;
- d. des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire;
- e. une utilisation des denrées alimentaires qui préserve les ressources naturelles.

Martin Bossard expose les raisons pour lesquelles Bio Suisse devrait adopter une position neutre. Des discussions ont été menées avec de nombreuses associations et organisations. Le texte de l'initiative n'est pas contesté. Ce qui reste toutefois flou, c'est ce qui se passera si l'initiative est adoptée. Les régions de montagne et l'écologie pourraient être désavantagées. La crainte existe que l'USP obtienne trop de poids également pour des questions qui vont au-delà de l'agriculture.

Markus Ritter, USP, transmet les meilleures salutations du Comité de l'Union Suisse des Paysans. La collaboration entre Bio Suisse et l'USP est étroite et fructueuse dans la plupart des cas, comme p. ex. l'année passée pour assurer le financement du FiBL. «Nous voulons réussir ensemble», explique le président de l'USP et il expose à l'aide de transparents, pourquoi l'initiative est tellement importante. Garantir notre alimentation est un défi global (croissance de la population, changement climatique, érosion, raréfaction des ressources) mais aussi un défi national (pressions liées aux importations, perte de terres cultivables, revenus bas dans l'agriculture). La protection des terres cultivables et le niveau de qualité élevé des denrées alimentaires sont particulièrement importants. «Nous devons agir aujourd'hui pour assurer à l'avenir l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires provenant d'une production indigène diversifiée et durable», justifie l'agriculteur bio. Les délégués de l'USP ont de surcroît accepté quasiment à l'unanimité la charte sur la sécurité alimentaire. Elle doit permettre d'éviter que les régions de montagne, p. ex., soient perdantes. Le contre-projet de la Commission des États témoigne du besoin de compléter la Constitution et comporte tous les éléments essentiels de l'initiative, c'est pourquoi le comité de l'USP a réagi et recommandé au Conseil des États d'approuver le contre-projet direct. Markus Ritter demande de donner aujourd'hui un signal au Conseil des États en soutenant l'initiative.

Markus Schwegler de la Kleinbauernvereinigung présente la position de l'association des petits paysans. L'article actuel de la constitution sur l'agriculture est suffisamment complet. L'application concrète de l'initiative est incertaine et la marge d'interprétation quasiment illimitée. L'initiative crée de l'insécurité et nuit ainsi aux exploitations. Les raisons énoncées de l'initiative sont contradictoires. Elles vont clairement dans le sens d'une intensification de la production. Le texte de l'initiative exige que la Confédération renforce l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires de production indigène, variée et durable. Mais comment renforcer la production si ce n'est en générant un plus grand rendement sur la même surface? La Suisse produit déjà au plus haut niveau de son histoire. Une intensification supplémentaire ne serait possible qu'en augmentant les importations d'engrais et d'aliments fourragers et se ferait au frais de l'environnement (fertilité du sol, biodiversité, qualité de l'eau). C'est pourquoi une intensification met la sécurité alimentaire en danger à long terme. «Notre conclusion», explique l'agriculteur bio: «L'initiative est inutile. L'agriculture suisse se démarque par la qualité, la régionalité et la fraîcheur. Une production de masse industrielle n'est pas une perspective d'avenir pour nous, paysans et paysannes bio.»

Urs Brändli dit que Bio Suisse se trouve entre deux fronts. «Nous ne voulons pas heurter nos autres partenaires comme les associations environnementales et l'Alliance agraire uniquement pour soutenir nos collègues conventionnels.» C'est pour cette raison que le Comité propose une position neutre. Avec la position neutre, Bio Suisse peut soumettre, en tant que médiateur, ses intérêts par rapport à une future politique agricole. «Nous voulons préserver cette opportunité», dit Urs Brändli aux délégués. «Nous espérons fortement que le contre-projet soit suffisamment bon pour que tous les parties puissent s'y rallier.» La motion du Comité sur le point «2.3 Recommandation de vote pour l'initiative de l'USP sur la sécurité alimentaire» a été transmise avec l'envoi préparatoire du 5 octobre 2016. Sur la base de la discussion lors de la Conférence des présidents en octobre passé, le Comité a adapté le texte de la résolution. Le texte a été abrégé. Le paragraphe d) initial a été intégré au paragraphe b). Le Comité demande d'adopter la résolution suivante, version du 8.11.2016, au sujet de l'initiative «pour la sécurité alimentaire»:

Résolution de Bio Suisse au sujet de l'initiative «pour la sécurité alimentaire»

Version du 8.11.2016 révisée par le Comité

- a) Le bio remet l'homme, l'animal et la nature en équilibre. Pour nos familles paysannes bio, la production et l'écologie forment un tout indissociable.
- b) La politique agricole actuelle soutient aussi bien la production que l'écologie et est une bonne base pour l'avenir. Bio Suisse collabore activement sur les points où des améliorations sont nécessaires.
- c) Les parties politiques qui font campagne pour cette votation, c.-à-d. notamment l'Union suisse des paysans et Pro Natura, sont et restent nos partenaires. Tout le monde – l'agriculture et la nature – risque d'être perdant si elles luttent l'une contre l'autre.
- d) Nous avons maintenant besoin du soutien de la population. Le renoncement aux mesures d'économies touchant l'enveloppe financière de la Confédération en fait partie.

Albert Neff du Bioring Appenzellerland (BRA) a déposé une motion le 10.11.2016. Lors de son assemblée générale, le BRA a décidé à l'unanimité de soutenir l'initiative de l'USP pour la sécurité alimentaire. De nombreux agriculteurs, parmi eux aussi des agriculteurs bio, ont récolté avec enthousiasme des signatures pour l'initiative de l'USP au printemps 2014. Le BRA demande aux délégués d'opter pour la recommandation de voter oui à l'initiative sur la sécurité alimentaire. Si la motion du BRA est adoptée, la résolution de Bio Suisse au sujet de l'initiative «pour la sécurité alimentaire» ne sera pas soumise au vote.

Urs Brändli présente la procédure modifiée de vote. En premier, la motion de recommandation de vote du Bio Ring Appenzellerland «Voter oui» est opposée à la motion du Comité «Position neutre». Ce vote sera suivi du vote sur la réserve (si le parlement devait soumettre un contre-projet) et pour finir, il y aura le vote sur la résolution au sujet de l'initiative «pour la sécurité alimentaire». Le dernier vote deviendrait superflu, si la recommandation de voter oui est prise.

Discussion

Rudi Berli, Bio Genève, invite les délégués à soutenir la recommandation de voter oui à l'initiative de l'USP. La politique de la dérégulation des marchés et de la concurrence sans limites n'est plus soutenable. Une politique agricole qui détruit trois fermes par jour n'a pas le droit d'être poursuivie. La production locale et durable doit avoir la priorité. L'initiative souhaite favoriser la production indigène, elle demande malheureusement des mesures pas efficaces mais va dans la bonne direction. La population ne comprendrait pas une position neutre. La sécurité alimentaire est un dénominateur commun minimal.

Claudia Lazzarini, Bio Grischun, soutient la position neutre du Comité. La politique agricole 14-17 vise à renforcer une agriculture écologique et malgré tout orientée sur l'économie du marché ainsi que sur les régions de montagne. Si l'initiative de l'USP devait avoir pour conséquence de quitter la voie actuelle, alors on ne mettrait pas seulement en danger l'obtention des objectifs fixés mais aussi la sécurité de planification des agriculteurs.

Martin Köchli, Bioforum, soutient également la position du Comité. Pourquoi l'article 104 de la Constitution ne serait-il pas tout simplement appliqué et les développements ne s'y conformeraient-ils pas? Parce que le niveau économique est au moins aussi important que le niveau politique.

Herbert Schär, Bio Ostschweiz: «L'Union Suisse des Paysans met beaucoup l'accent sur la durabilité dans son initiative. Mais sommes-nous tous d'accord de ce que signifie le terme à l'application?»

Jean-Bernard Steudler, Bio-Neuchâtel: «De nombreux agriculteurs bio ont soutenu la collecte de signatures. Une position neutre équivaut à un refus». Le président de Bio-Neuchâtel recommande de se prononcer pour le oui: «Soyons solidaire entre agriculteurs et avec l'USP.»

Bruno Wermuth, Bärner Bio Bure: Notre président, Markus Ritter, qui est lui-même agriculteur bio doit représenter tous les paysans. Les avis des agriculteurs sont très divergents en matière d'écologie. Comment Markus Ritter conçoit-il le terme durabilité?

Peter Mürner, Bärner Bio Bure, a également une question pour Markus Ritter: «Pourrions-nous aussi nous impliquer lors de la mise en œuvre de l'initiative si nous décidons de recommander le oui? Urs Brändli intervient: «Savoir si nous avons davantage de poids avec une position neutre ou avec la recommandation de voter oui reste hypothétique. La politique agricole est décidée par le parlement. Bio Suisse exerce de l'influence par le biais de l'Alliance agraire.»

Markus Ritter explique à l'exemple de sa ferme ce qu'il comprend par durabilité. Un engagement dans des causes écologiques et sociales est une évidence pour sa femme et lui-même. Le président de l'USP est favorable aux surfaces de promotion de la biodiversité qui sont exploitées par les agriculteurs. Les personnes qui font part de leur avis s'impliquent en politique. Ceux qui se taisent, laissent la souveraineté d'interprétation aux autres. C'est pour cette raison que l'USP a réagi rapidement. «Nous avons réussi à apporter notre soutien au contre-projet de la Commission du Conseil des États après cinq jours seulement.» Mitsprache in der Politik hat, wer seine Meinung kund tut.

Markus Schwegle craint la démonstration de pouvoir de l'USP. «Nous connaissons sa puissance de frappe; déjà la récolte de signatures a eu beaucoup de succès.» L'initiative a toutefois déclenché une certaine discorde. Qui aura son mot à dire lors de l'application? «Je pars du principe que c'est l'USP qui aura la souveraineté d'interprétation.» Le rapport sur l'agriculture mondiale parle un autre langage: Les petites structures paysannes diversifiées peuvent globalement nourrir la population.

Urs Brändli accorde une grande confiance à Markus Ritter. Le soutien à l'initiative provenait toutefois de nombreux agriculteurs qui n'étaient pas satisfaits avec la politique agricole actuelle. L'influence de Bio Suisse se maintiendra aussi avec une position neutre: «La solidarité au sein de l'agriculture est importante, mais nous voulons à l'avenir aussi réunir les associations environnementales et de consommateurs autour d'une même table et modeler ensemble une politique agricole.»

Vote sur la Recommandation de vote pour l'initiative «pour la sécurité alimentaire»

1. Recommandation de vote pour l'initiative «pour la sécurité alimentaire» de l'USP

- ? Qui accepte la motion du Comité: La Fédération Bio Suisse conserve une position neutre et ne donne pas de recommandation de vote? ☞ **{56 voix}**
- ? Qui accepte la motion du Bioring Appenzellerland: Bio Suisse décide de recommander de voter oui à l'initiative «pour la sécurité alimentaire»? ☞ **{38 voix}**
- ? Abstentions: **{3 abstentions}**

2. Réserve au cas où le Parlement adopterait un contre-projet

- ? Qui accepte la réserve: «L'Assemblée des délégués se réserve la possibilité de pouvoir revenir sur cette décision le moment venu si le Parlement adopte un contre-projet»? ☞ **{forte majorité}**
- ? Opposition: Qui refuse cette réserve? ☞ **{pas d'opposition}**
- ? Abstention: ☞ **{1 abstention}**

3. Résolution de Bio Suisse sur l'initiative «pour la sécurité alimentaire»

? Qui accepte la résolution de Bio Suisse sur l'initiative «pour la sécurité alimentaire»?

☞ {forte majorité}

? Opposition: Qui refuse cette résolution? ☞ {3 oppositions}

? Abstention: ☞ {pas d'abstention}

⇒ **La Fédération Bio Suisse conserve une position neutre au sujet de l'initiative «pour la sécurité alimentaire» et ne donne pas de recommandation de vote à ses membres et aux citoyen-ne-s. L'Assemblée des délégués se réserve la possibilité de pouvoir revenir sur cette décision le moment venu si le Parlement adopte un contre-projet. La résolution suivante est adoptée:**

Résolution de Bio Suisse au sujet de l'initiative «pour la sécurité alimentaire»

Version du 8.11.2016 révisée par le Comité

- a) Le bio remet l'homme, l'animal et la nature en équilibre. Pour nos familles paysannes bio, la production et l'écologie forment un tout indissociable.
- b) La politique agricole actuelle soutient aussi bien la production que l'écologie et est une bonne base pour l'avenir. Bio Suisse collabore activement sur les points où des améliorations sont nécessaires.
- c) Les parties politiques qui font campagne pour cette votation, c.-à-d. notamment l'Union suisse des paysans et Pro Natura, sont et restent nos partenaires. Tout le monde – l'agriculture et la nature – risque d'être perdant si elles luttent l'une contre l'autre.
- d) Nous avons maintenant besoin du soutien de la population. Le renoncement aux mesures d'économies touchant l'enveloppe financière de la Confédération en fait partie.

3 Informations

3.1 Élaboration des objectifs à long terme 2025

Daniel Bärtschi commence par une citation: «Personne ne peut nous garantir qu'on atteigne un objectif dans un temps précis mais on n'atteindra sûrement jamais un objectif qui n'a jamais été fixé.» Les objectifs à long terme de Bio Suisse doivent être redéfinis. Le Comité a pour la dernière fois élaboré un papier stratégique en 2014 (Stratégie 2014-17). Le Concept directeur date de l'année 2008 et les notions de valeur qui y sont définies sont encore d'actualité et n'ont pas besoins d'être retouchées. La «Suisse, Pays Bio» c'est notre vision, nous ne voulons pas y toucher. Mais le contexte change. Le marché connaît une plus forte croissance que la production. L'agriculture biologique marche bien dans les régions de montagne mais elle reste encore et toujours une niche au niveau des vastes surfaces de grandes cultures. L'apport en éléments nutritifs est difficile à gérer. «Comment approvisionnons-nous le marché avec suffisamment de matières premières bio?», se demande Daniel Bärtschi. Il montre une présentation d'Urs Niggli sur transparents. Le bio est en concurrence avec d'autres labels de durabilité. «Comment pouvons-nous démontrer à l'avenir que le bio est différent des autres labels? Nous renonçons complètement aux pesticides chimiques de synthèse, nous avons des cycles fermés, des exigences sociales et nous prenons l'équité au sérieux. Aucun autre label ne propose tout cela.»

Le Comité a institué un groupe de travail composé de représentants du Secrétariat et des groupes spécialisés ainsi que de producteurs bio. Le groupe veille à ce que le projet garde le cap, évalue les effets et analyse si les objectifs sont réalisables. Des premiers thèmes ont été récoltés lors de la journée d'équipe du Secrétariat et lors d'un atelier de management. «Nous entendons des grands distributeurs que la croissance du marché se poursuit.» Mais ce qui est certain pour Daniel Bärtschi c'est que l'incertitude sera plus grande à l'avenir. «Nous aimerions passer dans les Assemblée des OM cet hiver pour transmettre des informations et de la documentation.» Une discussion est prévue par la suite à la Conférence des présidents. Et finalement, les objectifs à long terme 2025 devraient être adoptés dans une année par l'AD de l'automne 2017.

Martin Ott du FiBL demande à Daniel Bärtschi de ne plus utiliser le terme «matière première» à l'avenir mais denrées alimentaires. «Chaque ferme produit un lait individuel qui pour des raisons de rationalité est livré dans une filière. «Nous ne sommes ni des producteurs de pétrole ni des extracteurs d'or. Si nous produisons des matières premières, nous sommes interchangeables.»

3.2 Rapport sur les affaires politiques

Martin Bossard parle des affaires politiques en cours. Le crédit cadre pour l'agriculture 2018 à 2021 subit des tensions financières. La réforme de l'imposition des entreprises III conduit à des réductions des recettes fiscales à hauteur de milliards et l'augmentation du budget de l'armée pousse aux économies. Pour le moment, cet exercice d'économie a pu être stoppé. La prolongation du Moratoire sur les OGM est pour bientôt. Le Conseil fédéral propose une prolongation de quatre ans ainsi qu'un régime de coexistence. Bio Suisse souhaiterait prolonger le moratoire indéfiniment. Concernant l'initiative pour sortir du nucléaire, le comité a décidé de recommander le oui. L'approvisionnement énergétique concerne aussi l'agriculture. Le tournant énergétique est une opportunité pour les familles paysannes. Les conséquences dans le cas d'un accident nucléaire seraient par contre particulièrement grandes pour l'agriculture. L'UDC pourrait s'opposer au contre-projet indirect «Stratégie énergétique 2050» de la Confédération en lançant le référendum. Martin Bossard incite les délégués à venir se faire prendre en photo avec un pin pour l'adoption de l'initiative à la fin de l'Assemblée.

Martin Köchli, Bioforum, précise que les conséquences d'un accident nucléaire seraient gravissimes et pas seulement très grandes.

Sepp Sennhauser, Bio Ostschweiz, attend une présentation un peu plus équilibrée des affaires politiques. «Martin Bosshard a défendu l'initiative avec beaucoup de passion et il est probable que tout le Comité pense comme lui. Mais il y a aussi d'autres avis chez les membres qui devraient également être exprimés. Je suis personnellement pour la sortie du nucléaire mais contre l'initiative.»

3.3 Objectifs pour l'alimentation des ruminants

Christian Butscher, Comité, parle des résultats du groupe de travail (GT) que le Comité avait institué en janvier 2016. Il montre une présentation en partie avec les membres du GT. La base actuelle de l'alimentation des animaux dans le Cahier des charges (chapitre 4.2 Alimentation animale) est judicieuse et doit rester telle quelle. Le GT est arrivé à la conclusion que trois règles concrètes sont nécessaires:

1. Proportion minimale d'herbages, a déjà été approuvée par l'AD: les ruminants devront consommer à partir du 1.1.2018 une proportion minimale d'herbe (fraîche, ensilée ou séchée) calculée par rapport à la ration annuelle. Cette proportion est de 75 % en zone de plaine et de 85 % en zone de montagne.
2. Fourrage de sa propre ferme, fourrage de la région: l'affouragement doit au minimum comporter 80% de fourrage Bourgeon de sa propre ferme. Des exceptions sont possibles si plusieurs exploitations Bourgeon collaborent pour la production du fourrage.
3. Type et proportion des concentrés: au lieu des 10% de concentrés, dorénavant au max. 5% de composants énergétiques (céréales) ainsi que 5% de sous-produits de minoterie. Les concentrés protéiques (oléagineux et leurs sous-produits, légumineuses à battre) seront réduits à terme à 0%.

Christian Butscher présente des graphiques sur l'utilisation actuelle globale des concentrés en Suisse. Les besoins en concentrés protéiques ne peuvent être couverts qu'à 10 pourcent avec des aliments fourragers indigènes. Les ruminants n'ont pas besoin de concentrés protéiques. Ils peuvent assimiler les protéines contenues dans les herbages. Les poules et les cochons ont un grand besoins de ces précieuses protéines. Dès le 01.01.2019, les importations de concentrés ne devront provenir plus que d'Europe. Un essai du FiBL réalisé en hiver 2015/16 a démontré que ni la santé animale ni la fertilité ne pâtissent

du renoncement aux concentrés protéiques. Les déficits en énergie ont toutefois des conséquences négatives sur la santé des ruminants.

Christoph Meili, Biofarm, souligne que 90 pourcent des besoins en soja fourrager sont couverts par des importations. «Nous pourrions très bien utiliser le soja comme «soupape» dans les grandes cultures bio en Suisse.» La production indigène renchérirait le prix de ce concentré et les producteurs de lait bio utiliseraient automatiquement moins de concentrés.

Thomas Marty ajoute que la sélection d'une vache bio serait importante. Urs Brändli dit qu'une délégation s'est rendue à la fédération d'élevage Swisssgenetics. Le problème est que des taureaux bio sont dans l'offre mais ils ne sont pas utilisés.

3.4 Exposé de Felix Prinz zu Löwenstein BÖLW

Urs Brändli souhaite la bienvenue au président du «Bund Ökologische Lebensmittelwirtschaft» (BÖLW) de Berlin. L'agronome et agriculteur a remis son domaine bio à sa fille, domaine qui appartient depuis 500 ans à sa famille. Il a été président de la Fédération bio Naturland et il est membre du Comité du FiBL Allemagne. En 2015, il a été décoré de la «Bundesverdienstkreuz». «C'est bien entendu une distinction personnelle mais c'est également un adoubement pour l'ensemble du mouvement bio», estime le Président de Bio Suisse avec fierté.

Felix Prinz zu Löwenstein: L'association faîtière BÖLW a été créée il y a 14 ans avec l'objectif de renforcer notre voix politique au niveau national. Outre les fédérations agricoles, nous avons aussi été rejoints par des associations de transformateurs de produits agricoles et des commerçants. «De cette manière, l'ensemble de la filière de valeur ajoutée est représentée et a contribué à nous faire entendre dans la discussion politique», confie le président de l'association faîtière. Le marché bio a quadruplé durant ces 15 dernières années tandis que la surface de production n'a que doublé pendant la même période. Une agriculture alternative est nécessaire. Les raisons sont: les pertes en biodiversité, les flux unilatéraux des éléments nutritifs provenant des fabriques d'engrais, les importations de soja d'Amérique du Sud, la contribution de l'agriculture et de l'alimentation au changement climatique, la façon de traiter le bétail qui n'est plus acceptée par la population et la perte de fertilité des sols. L'agriculture écologique est la forme plus durable d'agriculture bien qu'elle ne fournisse pas encore de solution définitive à plusieurs des problèmes cités auparavant. Il y a suffisamment de preuves scientifiquement étayées. «Nous disposons en plus d'un système établi et avons un marché», justifie l'agriculteur bio le plus connu d'Allemagne.

L'agriculture biologique peut-elle nourrir la population mondiale croissante? Jeff Moyer du Rodale Institute aux États-Unis a dit à ce sujet: «L'agriculture conventionnelle peut naturellement le faire pendant encore au moins un demi-siècle mais certainement pas pour les prochaines 10'000 années.» Il a choisi cette durée parce qu'il y a des grandes cultures au Wisconsin depuis 10'000 ans. L'agriculture actuelle dépend fortement de l'énergie et les systèmes d'exploitation sur de vastes surfaces sont extrêmement sensibles aux différentes maladies. Les plantes peuvent se défendre elles-mêmes contre des maladies cryptogamiques ou des attaques d'insecte à l'aide de phytocomposants secondaires. En utilisation de la chimie ou de l'ingénierie génétique, on ôte à la plante la possibilité de se défendre elle-même contre les facteurs de stress. «Je trouve qu'il est grand temps que les scientifiques se posent la question, si nous n'avons pas, par notre travail de sélection sur nos plantes cultivées et animaux domestiques, fabriqué des denrées alimentaires qui depuis quelques décennies se différencient drastiquement des aliments avec lesquels notre organisme a parcouru une évolution commune pendant des millénaires.»

L'agriculture est en même temps victime du réchauffement global et responsable avec le commerce alimentaire de 20 à 30 pourcent de la production de gaz à effet de serre. L'agriculture dispose toutefois d'un potentiel pour résoudre le problème. Une augmentation de la teneur en humus de l'ensemble des sols agricoles de seulement 4 pour mille serait suffisante pour refixer la production globale annuelle de gaz à effet de serre. L'augmentation de l'humus rendrait en outre les sols plus stables et plus résistants aux conséquences du changement climatique. Ils peuvent absorber et garder davantage d'eau, leur ferti-

lité augmente. Malheureusement, c'est le contraire qui se passe sur un grand nombre de surfaces de la terre. L'humus est dégradé, libérant ainsi du carbone et aggravant encore davantage le bilan des gaz à effet de serre. Pour que le système se stabilise, il est nécessaire de disposer d'une diversité de variétés et d'espèces, d'animaux de rentes et de races utilisée habilement et organisée de manière efficiente. Il faut changer nos modes de consommation et internaliser les coûts externes. Le défi sera de développer des systèmes stables aussi bien pour l'agriculture conventionnelle que biologique et jusqu'au milieu de ce siècle, l'énergie utilisée devra provenir à cent pourcent de sources renouvelables. «J'espère fortement et j'ai confiance que Bio Suisse y contribuera.»

3.5 Discussion sur le thème «Marché Bio – entre la vision la «Suisse, Pays Bio» et les réalités du marché»

La coopérative Biofarm a demandé par le biais d'une motion qu'une discussion ait lieu sur le thème «Marché Bio – entre la vision la «Suisse, Pays Bio» et les réalités du marché». Le Comité de Bio Suisse salue cette discussion. Elle apporte une contribution au processus déjà amorcé d'élaboration des «objectifs à long terme 2025» de la Fédération. Le Comité a décidé de traiter le point à l'AD sous la forme d'un débat public. La modération est assurée par Christof Dietler, copropriétaire de l'agence de marketing Pluswert GmbH. Cinq personnes ont été invitées pour le débat:

- Hans-Georg Kessler, coopérative Biofarm, membre de la direction;
- Claude-Alain Gebhard, coopérative Progana, vice-président, producteur Bourgeon;
- Pirmin Furrer, Zentralschweizer Milchproduzenten ZMP, directeur;
- Roland Frefel, Coop, responsable Category Management Produits frais;
- Daniel Bärtschi, Bio Suisse, Directeur.

Christof Dietler explique le déroulement du débat: «En plus de la discussion entre les personnes du panel, d'autres intervenants du public peuvent ponctuellement s'impliquer. Les avis des femmes sont particulièrement les bienvenus.» La discussion est lancée avec la question «Que signifie la vision la «Suisse, Pays Bio» pour vous personnellement?»

Hans-Georg Kessler: «Le terme la «Suisse, Pays Bio» a été introduit il y a une vingtaine d'années par le Conseiller national socialiste Andrea Hämmerle. L'idée était claire, l'exploitation agricole de la Suisse est entièrement biologique.»

Claude-Alain Gebhard: «La «Suisse, Pays Bio» est la vision idéale de laquelle nous nous rapprochons de plus en plus vite. En Suisse, nous ne produisons pas de la quantité mais de la qualité. Je ne crois toutefois pas que 100 pourcent bio soit réaliste dans un avenir proche.»

Pirmin Furrer: «La ZMP est une coopérative qui compte 3300 membres dont 300 producteurs bio. Le bio se développe. La reconversion au bio est un objectif à atteindre par étape. Il y a de plus en plus de gens aisés qui achètent des produits bio.»

Roland Frefel: «Je m'engage pour le bio. Coop a permis au bio de sortir des magasins diététiques et l'a rendu présentable. Un mouvement a besoin d'une vision. Elle ne sera pas réalisée demain mais cela vaut la peine de travailler à sa réalisation.»

Christoph Meili, Biofarm: «Nous ne pouvons pas reconverter l'agriculture au bio sans la participation des commerçants. C'est bien que Coop soit avec nous. Nous partageons ensemble les joies et les peines. Mais c'est dommage que Migros ne soit pas présente aujourd'hui ainsi que quelques autres plus petits acteurs.»

Thomas Herwig, Bio-Jura: «Dans les débuts de Bio Suisse il n'y avait pas de reprise garantie. Aujourd'hui, nous sommes sur la bonne voie avec le développement des produits. L'agriculture biologique est soumise à des changements continus. La motion de Biofarm ressemble à une «approche UDC»: Ils veulent protéger quelque chose qui n'existe pas encore. Les nouveaux collègues sont les bienvenus chez

Bio Suisse. Si les mécanismes de protection sont l'unique Vision, je m'inscris en bio fédéral dès demain. Nous ne devons pas considérer les producteurs en reconversion comme nos ennemis.»

Hans-Georg Kessler: «Notre motion a pour but d'éviter que la main droite ne sache pas ce que fait la gauche. L'année prochaine, les surfaces bio augmenteront de 1'800 ha dans le canton de Vaud. Les Bärner Bio Bure démarrent en collaboration avec le canton une offensive bio dont l'objectif est de reconvertir 50 fermes ou 1'000 ha à l'agriculture biologique. Les possibilités d'écoulement des cultures spéciales et oléagineuses sont limitées. 200 ha de surface de colza en plus, cela fait beaucoup. Nous avons besoin d'un marché équilibré. Des mesures doivent être discutées. Comment la direction de Coop gère-t-elle d'aussi grandes quantités de colza? Les prix ne peuvent pas simplement s'effondrer.»

Daniel Bärtschi: «Le principe est que chaque ferme qui remplit le Cahier des charges de Bio Suisse, reçoit le Bourgeon. Mais Bio Suisse ne garantit pas que tous les produits puissent être commercialisés avec le Bourgeon. Nous ne prenons pas de décisions commerciales. Le product management veille en collaboration avec les groupes spécialisés à avoir de la transparence sur les marchés des produits. Mais avant de commencer la reconversion, chaque ferme doit clarifier les possibilités de commercialisation. Une reconversion n'est pas politique: le président de l'UDC zurichoise veut aussi reconvertir son exploitation au bio. Nous ne connaissons pas exactement la stratégie de la Migros. Mais une croissance rapide est prévue avec Alnatura.»

Christof Dietler: «Il faudrait inscrire au procès-verbal que Bio Suisse devrait peut-être reparler avec la Migros. Et qu'en est-il de la «Suisse, Pays Bio» par rapport aux réalités du marché du lait?»

Pirmin Furrer: «Le marché du lait est réjouissant, nous y avons actuellement une croissance d'environ 4,5 %. Il faut continuer à persuader les gens de la plus-value du lait bio. Nous avons une responsabilité envers les anciens producteurs de lait bio. Nous ne prenons davantage de lait bio que si nous avons la possibilité de l'écouler. Nous parlons entre nous et cela nous a permis de bien surmonter les situations difficiles.» Christof Dietler: «En étant autocritique, peut-on dire que la réussite d'avoir un marché du lait bio équilibré est aussi due au fait que les problèmes ont été transmis au marché conventionnel?» Furrer: «Oui.»

Roland Frefel: «Personne ne peut donner des garanties de prise en charge, même pas la Coop. Nous pouvons nous engager et prendre des mesures. Nous menons régulièrement des discussions avec Bio Suisse. Coop a également une vision: nous voulons doubler notre chiffre d'affaires bio jusqu'en 2025. Il est nécessaire d'avoir une étroite concertation entre la production et la vente. Cela ne doit pas se produire que quelques centaines de tonnes de colza restent trainer quelque part.»

Claude-Alain Gebhard: «Je suis membre du Groupe spécialisé Grandes cultures de Bio Suisse. Le canton de Vaud a soutenu, par bonheur avec succès, la reconversion dans la zone des grandes cultures. Si les instruments actuels de Bio Suisse fonctionnaient, nous n'aurions pas ces quantités incontrôlées de produits de grandes cultures sur le marché.» Christof Dietler: «La crainte existe-t-elle que des grandes exploitations proposent des produits de grandes cultures à des prix plus bas?» Gebhard: «Oui, effectivement. Il y a de nouvelles entreprises avec jusqu'à 100 hectares de surface et elles pourraient bien faire pression sur les prix. En tant que coopérative de producteurs, Progana veut organiser les fermes en Suisse romande pour éviter d'avoir la pagaille sur le marché.»

Donata Clopath, Bergheimat: «Je n'entends parler que de chiffres et de philosophie de croissance. La croissance à elle seule n'est pas une solution. Le Bourgeon doit «éclore» et fleurir. Il faut préserver les sols fertiles.»

Christof Dietler: «La croissance n'est pas un remède universel. Néanmoins, le marché bio progresse. La problématique des marchés agricoles est qu'un petit surplus mène souvent à la catastrophe.»

Roland Frefel: «Nous ne sommes jamais suffisamment proche du marché mais nous ne pouvons non plus pas pratiquer une économie planifiée. La société est en cours de changement. Le sens des responsabilités se développe chez les consommateurs, ils exigent la transparence sur les méthodes de fabrications

ce qui aide le bio. La Coop mise sans compromis sur le Bourgeon et ne changera pas cela. C'est ancré jusqu'au conseil d'administration. Nous ne prenons pas d'autres grandes marques internationales importées dans notre assortiment, même si nous pouvions ainsi obtenir une forte croissance à court terme.»

Pirmin Furrer: «Nous avons du nouveau lait bio de reconversion. Les deux ans de reconversion sont un avantage. Ils nous donnent le temps de développer le marché avec les transformateurs, aussi sur le marché étranger.»

Christof Dietler: «L'avantage de la lenteur est donné. Est-ce que l'exportation ou peut-être même un accord de libre-échange agricole serait une partie de la solution?»

Hans-Georg Kessler: «Les coûts de production plus chers et les prix plus élevés rendent l'exportation difficile. À l'exemple du lin où le prix producteur s'élève à 260 francs en Suisse et à environ 120 francs en Chine. Il est nécessaire d'avoir l'engagement de la Coop de commercialiser autant que possible les produits bio de Suisse. Plus la proportion indigène est élevée, plus les produits deviennent chers.»

Claude-Alain Gebhard: «Le franc suisse fort constitue un frein à l'exportation. En tant que pays à population dense, la production ne couvre que dans les 50 pourcent des besoins. Le peuple exige la sécurité alimentaire. L'exportation n'est dès lors pas une solution.»

Christof Dietler présente à l'aide d'un transparent les instruments dont dispose Bio Suisse actuellement pour le développement du marché. Il s'agit de: 1) transparence du marché (offre et demande), 2) informations sur le marché pour les producteurs en reconversion, 3) promotion des ventes, 4) développement de produits avec des partenaires commerciaux (acquisition de marchandise, communication etc.), 5) pooling des céréales panifiables et fourragères, 6) affiliation (obligatoire) à une organisation du lait bio et 7) relations commerciales équitables (principes, code de conduite, plateformes de discussion, organe de médiation). «Devrions-nous faire davantage pour garder l'équilibre entre l'offre et la demande? Les paysans qui souhaitent passer au bio ont-ils suffisamment d'informations?»

Claude-Alain Gebhard: «Les producteurs ont des approches en partie simplifiées et purement économiques. Les informations manquent aussi bien au niveau économique que technique. Les producteurs en reconversion doivent être accompagnés et informés des débouchés commerciaux. L'objectif de Progana est de combler cette lacune.»

Christof Dietler: Est-ce que ces informations sont disponibles pour le marché du lait bio? Les producteurs en reconversion ont-ils envie de faire de l'agriculture biologique ou agissent-ils par pur désespoir parce que le marché conventionnel fonctionne mal?»

Pirmin Furrer: «On trouve les deux. Nos producteurs disposent de transparence, ils voient les prix de Suisse Garantie et du bio. Les producteurs comprennent en outre que Suisse Garantie ne se démarque pas suffisamment et que ce label passe principalement par le prix. Une reconversion en bio est probablement liée aux meilleures opportunités commerciales.»

Christof Dietler: «Faut-il plus d'informations sur les marchés?»

Hans-Georg Kessler: «L'information constitue la base, d'autres instruments sont à discuter. On tient des listes d'attente pour le marché du lait Bourgeon et en grandes cultures, il y a des contrats de culture. Mais les nouvelles exploitations bio souhaitent écouler des produits même s'il n'y a pas de possibilités de commercialisation dans certains secteurs. Les éventuelles mesures de soutien du marché doivent être discutées. Nous avons fait l'expérience qu'une offre excédentaire de tournesol ou de colza menaient à des chutes de prix.»

Ruedi Vögele, Bio Zürich und Schaffhausen: «Chaque ferme peut passer au bio, Bio Suisse ne garantit toutefois pas l'écoulement. Les produits des grandes cultures vont rarement directement du producteur au consommateur. Les acheteurs, c'est-à-dire des intermédiaires et des transformateurs, connaissent les besoins. Nous avons Biofarm, Progana, Fenaco, Moulin Rytz et Moulin Lehmann. Ce niveau doit donc être

impliqué et doit participer activement pour obtenir la transparence du marché. Si chaque transformateur ne prend de nouveaux producteurs que si la demande existe, le marché fonctionne. Si des transformateurs craignent de perdre des parts de marché et acceptent des surplus, alors une lutte pour les prix peut se déclencher.»

Christof Dietler: «Si les trois niveaux font du bon travail mais ne se parlent jamais, cela peut aussi conduire à la pagaille.»

Daniel Bärtschi: «C'est juste, nous regardons l'ensemble de la filière de création de valeur ajoutée mais aussi le côté consommateurs. Nous disposons pour cela d'un budget publicitaire. En cas de besoin, nous faisons de la promotion des ventes selon la devise: il n'y a pas trop de marchandise mais pas assez de consommateurs. La situation du marché est positive. L'industrie chimique ne peut plus fonctionner à long terme. L'objectif est que dans un futur encore lointain ce ne soient plus les produits bio qui aient un emballage spécial mais les produits conventionnels.»

Roland Frefel: «Dans le secteur des céréales, il y a des conventions, parfois avec des chiffres précis. Pour le soja nous travaillons avec Rytz et cela fonctionne à merveille. Il faut de la commercialisation et il faut de l'enthousiasme pour motiver davantage de consommateurs à acheter des produits bio.»

Christof Dietler: «Des instruments existent. Biofarm et Progana souhaitent discuter des instruments.»

Daniel Bärtschi: «Le conseil dans les cantons peut encore être amélioré. Nous devons mieux informer les conseillers, p. ex. par le biais de notre magazine Bioactualités. Mais communiquer et informer n'est pas une garantie que le message passe.»

Christof Dietler: «La balle est dans le camp de Bio Suisse, c'est à elle de réfléchir aux instruments. Qu'est-ce que le Comité a prévu? Est-il d'accord de les renforcer ou laisse-t-il cela à des organisations partenaires?»

Milo Stoecklin, Comité: «Nous prenons ces souhaits très au sérieux. Nous en discuterons la semaine prochaine au sein de la Commission du marché. Nous devons trouver des approches pour les grandes cultures. Je ne vois pas de gros problèmes, le développement est réjouissant.» Christof Dietler: «Cela ressemble être une réponse de politicien. Y a-t-il des points concrets où vous souhaitez faire quelque chose?» Milo Stoecklin: «Au niveau des oléagineux, on pourrait introduire des prix de références, former un pool et inviter les différents partenaires du marché à une table.»

Felix Lang, Bio Nordwestschweiz: «Est-ce que l'hypothèse que des produits moins chers apportent plus de prospérité, est correcte?»

Roland Frefel: «Les Suisses sont devenus un peuple de chasseurs d'occase. Les actions sont devenues importantes. La Suisse est une île et le tourisme d'achat a augmenté. Il existe un fort pouvoir d'achat. Heureusement, il y a un certain retour, p. ex. grâce aux nombreux consommateurs qui sont d'accord de payer un peu plus cher pour les produits bio.»

Martin Köchli, Bioforum: «Axer la qualité de vie uniquement sur le pouvoir d'achat est une voie sans issue. Il n'y a pas de responsabilité sans relation. Le marketing doit pouvoir transmettre ces valeurs.»

Christof Dietler: «La discussion a montré que le marché bio doit se préparer pour faire face à la situation du nombre important de producteurs en reconversion, en particulier en Suisse romande. Qu'elle est la suite?»

Hans-Georg Kessler: «Il faut poursuivre la discussion. Nous n'avons pas le droit d'occulter ces défis. Nous devons rester fidèles à nos forces et en discuter.»

Claude-Alain Gebhard: «Le partenariat de longue date avec Coop est efficace et je la remercie. Mais nous devons aussi collaborer avec d'autres grands distributeurs comme la Migros et les discounters.»

Urs Brändli remercie les participants à la discussion ainsi que le modérateur. Une discussion approfondie est nécessaire, mais elle n'est pas possible dans le cadre de l'AD. «Prenons cette discussion d'aujourd'hui comme incitation à l'inclure dans les objectifs 2025.» Les plans d'action bio ne devraient pas uniquement concerner la production mais aussi la vente.

Bâle, le 6 décembre 2016



Urs Brändli
Président de Bio Suisse



Christian Voegeli
Coordination de la fédération